

Rhône

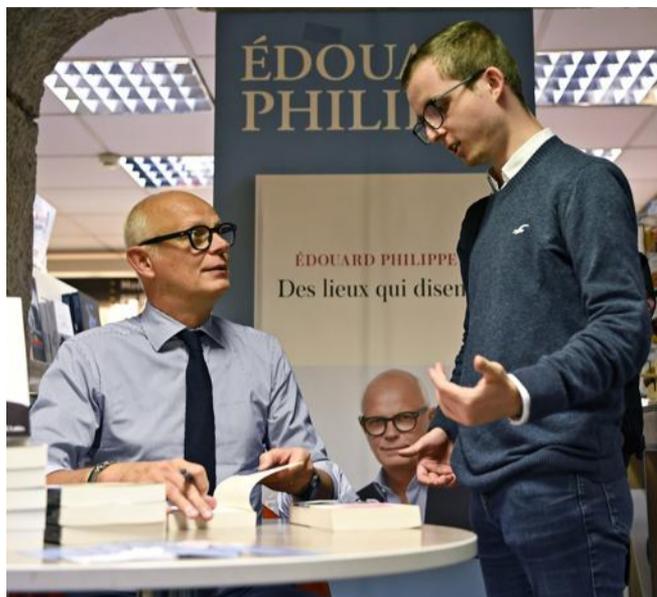
En visite à Lyon, Edouard Philippe a planché sur l'avenir de la Métropole

Ce mercredi soir, l'ancien Premier ministre dédicait son dernier ouvrage dans une librairie lyonnaise. Mais la journée n'était pas que promotionnelle, elle était surtout politique. Edouard Philippe a notamment déjeuné avec une quarantaine d'élus de tous bords et il a été question des statuts de la Métropole.

« Lyon est une ville que j'aime bien, dans laquelle ma femme a vécu, dans laquelle j'ai de la famille, puisque mon beau-frère y vit encore. C'est une ville que je trouve impressionnante par son dynamisme. Il y a une culture locale qui est très forte, qui est une culture d'efficacité », nous a confié Edouard Philippe, ce mercredi soir, en marge d'une séance de dédicaces de son livre, *Des lieux qui disent*, paru en septembre.

Sa journée lyonnaise était chronométrée : échanges avec des étudiants en droit de l'université Lyon 3 le matin, déjeuner avec une quarantaine d'élus locaux de la majorité présidentielle, mais aussi de droite et du centre, puis rencontre avec les adhérents de son parti Horizons.

Le repas, orchestré par le député LR Alexandre Vincendet, à la demande de l'ancien Premier



Durant une heure, ce mercredi soir, à la librairie Decitre à Bellecour, Edouard Philippe a dédicacé son dernier livre et engrangé des messages de soutien pour la prochaine Présidentielle. Photo Stéphane Guiochon

ministre, devrait faire causer sur la scène politique locale, puisque la discussion portait sur les statuts de la Métropole de Lyon.

Rappelons que les sénateurs et député Les Républicains, Étienne Blanc et Alexandre Vincendet, ont annoncé, il y a un mois, qu'ils allaient déposer une proposition de loi, afin que la Métropole de Lyon redevien-

ne une communauté urbaine, tout en conservant les compétences du Département. Ils déclament notamment une meilleure représentativité des communes.

« Je n'utilise pas mes déplacements pour dire ce que je pense mais pour apprendre et réfléchir »

Une proposition balayée d'un

revers de main par le président écologiste Bruno Bernard, qui a indiqué, lors du dernier conseil qu'un « retour en arrière » n'était « ni possible ni souhaitable. »

« Une vraie difficulté à concilier villes et métropole »

« Il y avait des élus qui venaient de formations politiques très différentes, de villes différentes, c'était intéressant de les écouter, pour voir les convergences et les propositions. Cela a été extrêmement enrichissant. Ce que je vois ici, c'est pour beaucoup, une vraie difficulté à concilier villes et Métropole et à permettre aux petites communes de se faire entendre », a souligné Edouard Philippe, qui n'a pas voulu dévoiler le nom des élus présents.

Même son de cloche du côté d'Alexandre Vincendet, qui nous a simplement indiqué que « des élus, qui pour certains ne se parlaient plus depuis trois ans, ont échangé durant deux heures à bâtons rompus ».

« Ce sont des personnes différentes mais qui partagent, avec des nuances, une vision de la Métropole qui peut aller dans la même direction », a-t-il ajouté.

Edouard Philippe juge « intéressante » la proposition de loi portée par les deux élus LR.

« Elle a le mérite de poser le sujet d'une façon qui n'est pas un retour en arrière, mais bien une correction de problèmes qui me paraissent en effet clairs, a dit l'ancien Premier ministre. Je n'utilise pas mes déplacements pour dire ce que je pense mais pour apprendre et réfléchir. J'ai entendu beaucoup de choses très intéressantes et maintenant je vais les utiliser, et puis ça ressortira le moment venu dans un programme ou dans une réflexion », a conclu Edouard Philippe.

Pendant une heure, ce mercredi soir, à la librairie Decitre, il a emmagasiné les messages d'encouragement pour la prochaine Présidentielle. Notamment de tout jeunes, comme Gabriel, 18 ans, étudiant en sciences politiques : « Ce que j'apprécie, c'est sa volonté d'un exécutif fort, mais également de redresser l'éducation. Il parle aussi de l'accès à la santé, du rapport au travail. »

Pour Narek, étudiant dans la même filière, Edouard Philippe incarne « un certain renouveau. » « Le Havre a beaucoup changé depuis que M. Philippe est à la mairie », note de son côté Muriel, 53 ans, qui vit entre Lyon et Le Havre. Elle voit dans ses derniers livres « les prémices de son programme. »

● Anne-Laure Wynar

Rhône

L'Appel de Lyon : face aux « lourdes difficultés des habitants des quartiers », ces élus écrivent à Macron

Les élus de Ville & Banlieue se sont réunis ce mercredi, à Lyon, pour les 40 ans de l'association. Ils dénoncent, dans une lettre ouverte à Emmanuel Macron, les « attermolements » de l'exécutif et les reports successifs du très attendu Comité interministériel des villes.

« Nous n'en pouvons plus des attermolements et des reports. La concertation dure depuis plus d'un an. Nous avons fait des propositions et avons désormais besoin de décisions à la hauteur de lourdes difficultés des habitants de nos quartiers », écrivent ces élus dans leur courrier, intitulé *L'Appel de Lyon*, à l'occasion des 40 ans de leur association à Lyon.

Le Comité interministériel des villes (CIV), qui doit permettre d'apporter des solutions aux problèmes récurrents des quartiers prioritaires, a été reporté à plusieurs reprises, suscitant la colère des élus de ces territoires.

La prochaine date fixée pour



Les élus attendent des « décisions à la hauteur » de la part de l'État. La lettre ouverte sera remise en main propre lundi prochain au président de la République. Photo Thierry Fournier

sa tenue est le vendredi 27 octobre, a promis dans un message vidéo la secrétaire d'État chargée de la Ville, Sabrina Agresti-Roubache.

Remise lundi en main propre à Macron

La lettre ouverte sera remise en main propre lundi au prési-

dent de la République a annoncé le président de Ville & Banlieue, le maire communiste d'Allonnes, Gilles Leproust.

Sans réclamer de mesures précises, les élus appellent, entre autres, l'Élysée « à réimplanter des services publics locaux et nationaux au cœur des quartiers populaires », à « réinventer

la relation entre police et population », trois mois après une vague historique d'émeutes, consécutives à la mort du jeune Nahel, tué par un policier lors d'un contrôle routier à Nanterre.

« Vous devez être attentif aux désespérances, qu'elles résultent de l'isolement des territoi-

res ruraux ou de la précarité des territoires urbains », poursuivent-ils.

« Je comprends votre mécontentement », a répondu la ministre chargée des Collectivités, Dominique Faure, seule représentante du gouvernement présente à l'événement. « Les réponses que vous attendez ne viendront cependant pas d'un côté ou de l'autre. Elles doivent se faire dans la concertation et le faire-ensemble », a-t-elle dit.

« La colère [...] s'étendra, se verra et se sentira »

« Si d'aventure le CIV n'était pas à la hauteur de nos attentes, la colère qui s'est exprimée dans *L'Appel de Lyon* s'entendra, se verra et se sentira », a prévenu en conférence de presse Damien Allouch, maire (PS) d'Épinay-sous-Sénart.

« S'il n'y a pas de réponse forte et puissante, [...] ce sont les habitants, qui par leur abstention, voire par des votes qui peuvent être considérés comme contre-nature, qui réagiront ! », a-t-il craint.